

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS EN TUNISIE (Extrait d'un article publié par l'ITCEQ en juin 2018)

Malgré la multitude des réformes et des programmes d'appui engagés au cours des dernières décennies, l'investissement demeure faible en Tunisie et n'a pas permis la réalisation d'une croissance soutenue et équitable permettant de réduire le taux de chômage global, celui des diplômés notamment.

1. L'investissement est structurellement peu dynamique

L'investissement, en termes réels, a connu, au cours de la période 2000-2017, une évolution modérée avec un taux de croissance annuel moyen de 2%, en dessous du rythme de croissance économique. Il a même marqué une baisse sur la période post révolution (-1.8%)

En pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB), l'investissement a beaucoup baissé passant de 24% en 2009 à seulement 19% en 2017. Un niveau largement inférieur à celui d'autres économies émergentes comme l'Inde (31.6%), l'Indonésie (28.6%) et le Maroc (27.5%), expliquant de la sorte que sa contribution à la croissance demeure ainsi structurellement faible, voire même négative sur la période récente.

Contribution des éléments de la demande à la croissance¹

	2000	2005	2010	2015	2016	2017
Demande intérieure	2.6	2.1	0.3	2.5	1.1	1.0
- Consommation	2.4	2.8	-0.3	2.8	1.3	0.7
- investissement	0.2	-0.7	0.7	-0.3	-0.2	0.3
Exportations ²	0.2	-0.7	0.7	-0.3	-0.2	0.3
PIB prix du marché	4.3	4.0	3.0	1.2	1.0	2.2

En concomitance avec ce résultat, l'évolution globalement haussière de l'ICOR³ et son niveau élevé comparativement à celui de certains concurrents, sont synonymes d'une efficacité limitée de l'investissement.

D'une manière plus explicite, en 2016 il a fallu 20,5 unités d'investissement pour réaliser 1 unité supplémentaire de valeur ajoutée alors qu'en 2000 et 2012, il n'en a fallu que 6 et 5,6 respectivement.

¹ Sources Ministère du Développement et de la coopération internationale (MDICI) et compilation ITCEQ

² En points de pourcentage, nettes d'importations

³ Indicateur qui mesure l'efficacité de l'utilisation du capital. Il correspond au rapport entre l'investissement et la variation absolue de la valeur ajoutée exprimés tous les deux en volume.

Evolution de l'ICOR en Tunisie et dans certains pays concurrents⁴

	2009	2010	2012	2014	2016
Chine	4.1	4.7	6.3	6.8	7.4
Egypte	3.4	3.9	8.3	5.5	4.4
Indonésie	5.5	5.3	5.8	6.8	6.8
Inde	6.1	3.6	6.8	4.6	4.6
Maroc	14.2	8.3	10.8	11.1	24.8
Pakistan	4.0	9.0	3.7	2.7	2.6
Tunisie	6.3	8.0	5.6	8.6	20.5

2. Un retard d'investissement au niveau des secteurs manufacturier et agricole

Au niveau sectoriel, les statistiques révèlent que les parts des secteurs manufacturier et agricole dans le total de la FBCF sont structurellement faibles et ont connu globalement un recul sur la période 2000-2017 au profit des industries non manufacturières, basées essentiellement sur les ressources naturelles. Cette situation est préoccupante compte tenu de l'apport de ces deux secteurs dans la concrétisation des équilibres économiques et les créations d'emplois, en plus du rôle crucial que pourrait jouer le secteur agricole dans le développement régional et la sécurité alimentaire.

Notons qu'en 2011 et 2015 la croissance du PIB aurait pu être plus faible n'eût été la contribution favorable du secteur agricole et des services non marchands.

3. Un faible dynamisme de l'investissement privé défavorable à la croissance

La répartition de l'investissement entre les secteurs public et privé révèle que ce dernier représente en moyenne 62% du total de la FBCF ; Un niveau relativement faible comparativement à celui de certains pays concurrents à l'instar de la Roumanie (82%) et de l'Inde (76%). Cette faiblesse est d'autant plus manifeste que son niveau ne dépasse pas les 15% du PIB en moyenne sur la période 2000-2016, alors qu'il est de l'ordre de 25% dans certains pays du sud-est asiatique.

Cependant, cette faiblesse de l'investissement n'est pas fortuite ; elle n'est que le résultat d'un tissu productif dominé par des entreprises individuelles. En effet, la répartition des investissements privés par agent institutionnel montre, qu'en moyenne sur la période 2000-2014, la part des entreprises privées a baissé (-2%) au profit des entreprises individuelles et des ménages dont les parts ont progressé de 7.5 % et de 1.8% respectivement.

Cette configuration est inquiétante à plusieurs titres :

- (i). Elle ne permet pas de relever les défis actuels en matière de croissance et d'emploi.
- (ii) L'investissement des ménages (immobilier) est « non productif » et accapare à lui seul près du quart du total des investissements privés ;

⁴ Sources : WDI, MDICI, et compilation ITCEQ

(iii) Les entreprises individuelles sont généralement de nature précaire et fragile ; elles sont, en outre, peu génératrices d'emplois.

Par ailleurs, il convient de noter que le manque de dynamisme de l'investissement privé est en liaison avec certains facteurs dont le financement et le cadre macroéconomique.

a) Le financement

L'investissement dépend assez souvent de la capacité du pays à le financer par sa propre épargne ou par des ressources extérieures. En Tunisie, la capacité d'autofinancement, appréhendée par l'épargne nationale brute rapportée à la FBCF, ne dépasse pas les 78 % en moyenne durant la période 2000-2017. D'une manière plus précise, le ratio épargne rapportée à la FBCF a connu un déclin depuis 2005, passant de 97.3% en 2005 à 57% en 2017 et ce, suite notamment à une évolution moins rapide de l'épargne, voire même une tendance globalement baissière au cours des dernières années.

Dans ce même contexte et selon l'enquête annuelle menée par l'ITCEQ sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises, les conditions de financement figurent parmi les contraintes les plus sévères à l'investissement eu égard notamment aux coûts du crédit bancaire et aux garanties exigées, jugés excessivement élevés par les entreprises tunisiennes essentiellement de petite et moyenne tailles.

b) Le Cadre macro-économique et le dispositif institutionnel et réglementaire :

Le second facteur concerne le cadre macro-économique et le dispositif institutionnel et réglementaire. En effet, la stabilité du cadre macroéconomique ainsi que l'instauration d'un environnement institutionnel et réglementaire constituent, inéluctablement, des conditions essentielles pour consolider le secteur privé et promouvoir l'investissement. Car au final l'investissement est toujours un risque à prendre et ce risque évolue selon le degré d'incertitude vis-à-vis du cadre macroéconomique.

Ainsi, la visibilité macroéconomique à moyen et long terme paraît comme un élément déterminant de l'investissement. A ce titre, le cadre macro-économique n'a cessé de se dégrader au cours de ces dernières années comme l'attestent le recul de l'indice de production, l'inflation galopante notamment au début de 2018, le glissement sans précédent du taux de change du dinar, l'élargissement du déficit commercial, la dégradation continue de la réserve de change et la hausse des importations.

Extraits d'un article publié par Youssr ZRIBI, Souad DHAOUI et Naima FEYDI de la Direction Centrale de la Compétitivité de l'ITCEQ dans la Tribune de juin 2018

Forum Ibn Khaldoun le 25 novembre 2018